

Sommaire

Municipales : affirmation d'une opposition anticapitaliste ? par Robert Duguet, page 2 et 7
Pour le PCF, bilan globalement négatif, par Amaury Couderc, page 7 et 8.

Dossier Palestine : situation depuis Oslo (1993), depuis le début de l'Intifada, le camp de la paix en Israël, blocus des territoires occupés, bombardement des populations civiles, Sharon le criminel de guerre, la situation sanitaire... extraits d'un document publié par l'Association des Palestiniens en France, pages 3 à 7

Tract d'appel au rassemblement du 31 mars pour la journée de la terre, page 6 et 8

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206



Mr Robert DUGUET
10 bis rue des Mardelles
94440 Villecresnes

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson Jean Deson
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Jean Yves Lesage, GR La Commune
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant associatif
Sylviane Charles et Dominique Larchet, VDT
Vincent Présuney, militant socialiste

N° 113 mars 2001

9^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

MUNICIPALES : D'UNE DEFAITE DU LIBERALISME DE GAUCHE A L'AFFIRMATION D'UNE OPPOSITION ANTICAPITALISTE ?

Par Robert Duguet

Depuis juin 1997 nous vivons sous la domination d'un contrat politique, celui de la gauche plurielle, qui malgré quelques déboires sérieux (la chute de Strauss Kahn et celle non moins spectaculaire de Claude Allègre sous les coups du mouvement social), a tenu. Le PS a continué avec acharnement à mener sa politique de soumission aux intérêts libéraux, en entraînant dans sa barque le PCF, les Verts et le MDC. Ce faisant, il coupait l'herbe sous les pieds aux velléités antilibérales qui s'étaient fait jour dans la période de la fin du mitterandisme. **Les résultats des élections municipales viennent de modifier considérablement la situation politique, du point de vue qui nous intéresse, c'est à dire celui de la recomposition.**

Le taux d'abstention s'accroît dans les quartiers populaires, ceci est d'autant plus significatif qu'il s'agit d'un scrutin local. L'électorat salarié confirme par là son rejet de la politique « gauche plurielle », de la corruption politique et de la représentation politique institutionnelle telle que nous la connaissons. Cette dominante, sur laquelle peu de commentateurs politiques insistent, se traduisait déjà dans les scrutins précédents, il s'y ajoute cette fois des processus politiques nouveaux.

Nous ne devons pas sous-estimer le fait que dans certaines situations locales, l'électorat répond favorablement à des élus, de gauche comme de droite, sachant agir comme des élus de terrain. C'est le cas assez remarquable de la ville de Yerres, où les majorités de droite comme de gauche, et ce dans le cadre des pouvoirs exorbitants donnés par les lois de décentralisation après 1981, avaient littéralement ruiné la ville. Le maire sortant RPR Dupont-Aignant voit son score monter à plus de 70%. En restant dans le cadre de l'appréciation raisonnable, car la politique locale a des limites précises, c'est un fait relativement nouveau. Le citoyen prend d'abord en compte la capacité de répondre à une situation, la coloration politique est secondaire. Par ailleurs, on observe un rejet

du cumul des mandats : dans de nombreux endroits, la mairie est à gauche le canton à droite, ou réciproquement.

En dehors des aspects locaux, quelles sont les lignes de force. **C'est incontestablement une défaite de la gauche plurielle à l'échelle nationale, mais ce n'est absolument pas une victoire de la droite et des idées de la droite.** L'électorat de droite reste relativement stable dans ce pays, mathématiquement parlant, mais les partis de la droite traditionnelle sont déchirés par une crise ouverte. De ce point de vue Delanoë est élu dans une chaise longue à Paris, tandis que Collomb à Lyon n'a guère de difficultés à supplanter le libéral Millon, nostalgique de la droite pétainiste. Défaite de la gauche plurielle car l'électorat a d'abord lourdement sanctionné les ministres qui se présentaient. Ce n'est ni l'argument de Jack Lang disant « on ne peut pas être au four et au moulin », ni la mesure prise par Jospin interdisant le cumul ministre-maire qui nous convaincra. L'électorat de gauche a sanctionné la ligne gauche plurielle. Au premier tour de la municipale, l'abstention populaire s'accompagne d'un mouvement significatif vers les listes d'extrême gauche. Ainsi dans toute une série de villes moyennes où la LCR a une implantation locale débordant largement les cadres de sa propre organisation politique, on observe des résultats tournant autour de 10% des suffrages, voire 13% et au-delà dans des villes à implantation communiste. Ceci confirme la ligne politique sur laquelle RAG se bat depuis le début : **là où un réseau militant a la capacité de regrouper un ensemble de forces sur un bout de perspective anticapitaliste, il y a aujourd'hui la possibilité d'une traduction électorale. Souvenons-nous de Gardanne !** Cela ne veut pas dire que la LCR est capable de construire la force qui nous convient. Cela veut dire que, lorsqu'elle sort des accords sectaires avec Lutte Ouvrière, cette organisation se trouve perméable à une telle orientation. On observe qu'une partie de l'électorat communiste s'est
(Suite page 7)

Vous trouverez en page 6 et 8, un tract d'appel à un rassemblement Place de la Nation le samedi 31 mars à 15 h à l'occasion de la Journée de la terre. Les camarades du Comité de Rédaction de RAG ont participé depuis le début de la nouvelle Intifada aux initiatives qui ont été prises départementalement pour structurer le combat de tous ceux qui veulent que soient respectés les droits du peuple palestiniens, tels que ceux-ci sont définis dans les résolutions internationales. C'est bien volontiers que RAG s'associe et appelle au rassemblement convoqué le 31 mars en solidarité avec le peuple palestinien. Par ailleurs nous publions en pages 3, 4, 5 et 6 les extraits les plus significatifs d'un 8 pages publié par la "Coordination pour la Palestine c/o Association des Palestiniens en France", qui fait une analyse approfondie de la situation en Palestine.

SITUATION DEPUIS LES ACCORDS D' OSLO (13 SEPT 1993)

Les accords d'Oslo ont été signés le 13 septembre 1993 à Washington après la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et la non-reconnaissance par ce dernier du droit du peuple palestinien à instaurer un État indépendant. Basés sur les résolutions 242 et 338 des Nations-Unies, ils devaient permettre la libération de tous les prisonniers palestiniens, arrêter la colonisation des territoires et entériner le retrait de l'année israélienne de ces derniers... Le fait est qu'ils n'ont jamais été respectés par Israël (35 points n'ont jamais été appliqués) Depuis leur signature environ 60.000 hectares ont été confisqués au profit des colons israéliens par les gouvernements Barak et Netanyahu. Durant le processus de négociation, un processus de dépossession des terres palestiniennes était en cours afin d'entériner de fait l'annexion des territoires à Israël. La négociation sur les questions essentielles du conflit Israélo-Palestinien, les colonies, les réfugiés, Jérusalem, l'État indépendant et les frontières, avaient été reléguées à la fin de la période transitoire prévue dans les accords.

" Depuis 1994, les Palestiniens ont été témoins de l'arrivée de 50.000 nouveaux colons dans les territoires occupés; de la construction de plus de 400 km de routes sur des terres confisquées, de la démolition de plus de 800 maisons palestiniennes. Le chômage a triplé et le produit national brut a baissé de 17%. Dans le même temps, 13.000 Palestiniens ont été arrêtés et il n'existe pour la population palestinienne aucune liberté de mouvement(...)

"Allegra Pacteco, avocate israélienne, International Herald Tribune.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'INTIFADA

La dernière page de ces négociations s'est déroulée à camp David aux Etats-Unis en juillet 2000. Aucun accord n'a été trouvé car la partie israélienne occupante refuse de céder aux Palestiniens leurs droits sur leurs territoires occupés en 1967 (dont Jérusalem-Est) ainsi que sur le retour des réfugiés palestiniens expulsés depuis 1948, comme le garantie pourtant la résolution 194 de l'ONU. Après 7 ans de négociations, la poursuite de la colonisation et le bouclage des territoires occupés, le peuple se retrouve isolé et humilié par l'occupation. La provocation ultime du gouvernement Barak sera de permettre à Ariel SHARON " Arik " (le roi), comme l'appellent les colons de visiter le jeudi 28 septembre 2000, avec une escorte de 3000 soldats policiers l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, le troisième haut lieu de l'Islam. Cette provocation ultime jettera les Palestiniens dans la rue pour défendre leur Jérusalem et leurs droits légitimes. Ce soulèvement (Intifada en arabe) pressenti par le gouvernement israélien sera très durement réprimé. Les Palestiniens d'Israël solidaires de leurs frères dans les territoires auront aussi leur lot de répression, puisque 13 d'entre eux seront assassinés par la police israélienne, l'armée ou des civils. Pour eux, le drame de la " Nakba " de 1947-1948 est réapparu brutalement. Il est d'autant plus douloureux qu'il couronne un processus de dépossession total de leurs terres depuis 1948 et la discrimination qu'ils subissent (parce que citoyens non-juifs) de l'État d'Israël. Les dirigeants israéliens savaient que la logique du processus de dépossession des terres palestiniennes et la poursuite de l'occupation conduirait à un refus palestinien du processus de négociation. C'est pourquoi ils avaient prévu et prévenu qu'ils envisageraient même de réoccuper les villes autonomes cédées aux Palestiniens lors des accords d'Oslo. Cette logique sioniste, aujourd'hui

encore, le peuple palestinien en paye lourdement le prix. Jusqu'à maintenant il y a eu plus de 350 morts et près de 12000 blessés dont le tiers handicapés à vie. Le peuple palestinien mène l'intifada derrière les dirigeants de treize organisations politiques qui forment la direction unifiée en Palestine occupée. Les colons et les soldats israéliens sont les premiers visés dans ce qui a pour objectif d'en finir avec l'occupation israélienne. Jusqu'à aujourd'hui, plus d'une cinquantaine d'entre eux y ont trouvé la mort

LE CAMP DE LA PAIX EN ISRAËL :

Il ne faut pas se faire d'illusion sur ce qu'il convient d'appeler " le camp de la paix " en Israël. Bien que l'idée d'un Etat palestinien dans les territoires occupés en 67 fasse son chemin dans une partie importante de l'opinion israélienne, et bien que les colons soient parfois l'objet de rancunes de l'israélien moyen, il n'y a pas d'unanimité dans la " gauche pacifiste " d'Israël sur des questions aussi sensibles que Jérusalem ou le droit au retour des réfugiés.

Il existe malgré tout une petite gauche radicale composée de groupes comme les objecteurs de conscience israéliens sur l'ensemble des questions en suspens (y compris celle des réfugiés). S'il incombe à la communauté internationale d'obliger Israël à respecter ses engagements et à se conformer au droit international, cette tâche revient aussi aux militants de cette " gauche " israélienne qui, encore une fois, n'est pas très claire au niveau des revendications politiques.

BLOCUS DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Depuis le début de l'intifada, l'armée israélienne d'occupation bloque les entrées et sorties des villes, camps et villages des territoires occupés. L'armée a installé des barrages partout, coupé les routes goudronnées et les routes non-goudronnées. Elle impose le couvre-feu 24h sur 24. La principale conséquence de ce siège est que les travailleurs palestiniens ne peuvent plus se rendre à leur travail. Le peu d'économie qu'ils possédaient s'est volatilisé au bout des trois premières semaines de l'intifada. N'ayant plus de revenus,

ils ne peuvent plus subvenir aux besoins de leur famille. Ils sont nombreux actuellement qui ne peuvent acheter à manger. De plus les prix ont fortement augmenté. Beaucoup par exemple ne peuvent se payer une simple bonbonne de gaz. Un autre blocus que pratique Israël, selon le journal **Libération** : "c'est le gel de toutes les rentrées financières régulières de l'Autorité. Les droits de douane perçus par les Israéliens, et qui rapportaient 60 millions de dollars par mois, ne sont plus reversés depuis le début de l'intifada. Un manque à gagner insupportable quand les salaires de quelques 120000 fonctionnaires coûtent environ 50 millions de dollars mensuels. Les paies du service public sont amputées, drame pour de très nombreuses familles privées des revenus de l'embauche journalière en Israël depuis le bouclage des territoires ".

Ce blocus a pour conséquence de pousser à bout les jeunes et leurs parents qui ne supportant plus cette situation, vont sur les barricades affronter l'armée israélienne qui elle est bien protégée derrière ses protections. Cela montre qu'il y a une intention de pousser à bout la population civile qui ne demande que l'affrontement, donc pour assurer une confrontation à long terme. Israël veut donc laisser pourrir la situation et en attribue la responsabilité aux Palestiniens. Il pourra ainsi justifier n'importe quelle répression. Mais au contraire cela renforce leur détermination à affronter l'occupation. La journaliste Mons Hamzé du camp de Dheisheh près de Bethléem nous dit: " Les femmes sont les soldats inconnus, celles qui tiennent le fort que représente chaque foyer. Ce sont elles qui calment leurs enfants les yeux collés à la télévision. Je ne connais pas une seule femme à Dheisheh qui ne suive pas de près le plus petit développement de la situation. Même ma belle-mère de soixante-dix sept ans s'assied dans la pièce l'oreille collée au poste de radio " Qu'ont elles à dire à M.Barak :

" Que l'intifada doit continuer, que la mort des gens ne peut pas être sans résultats. Que les nouvelles d'un cessez-le-feu nous dépriment Nous ne pouvons avoir une Intifada de temps en temps et ensuite s'endormir profondément pour nous réveiller quelques années plus tard et tout recommencer. Cette fois-ci le combat doit se poursuivre jusqu'au bout. Jusqu'à la victoire. "

BOMBARDEMENT DES POPULATIONS CIVILES

L'une des grandes différences avec la première Intifada, c'est que cette fois l'armée israélienne a choisie l'utilisation d'armes lourdes : char de combat, hélicoptères de combat (type Apache), mitrailleuses lourdes... afin de réprimer le peuple palestinien désarmé. Elle lui fait payer son refus des propositions israéliennes à Camp David en juillet 2000. L'assassinat des cadres d'organisations palestiniennes est aussi un des moyens de déstabiliser l'Intifada. L'armée israélienne n'hésite pas à utiliser le bombardement au missile après des tirs d'armes légères contre les colonies de peuplement. Toutes les vies et camps proches des colonies sont quotidiennement la cible de ces bombardements. Là aussi, le commandement israélien a cru qu'en utilisant des moyens lourds de destruction, ils obtiendraient une reddition rapide des Palestiniens. Mais c'est le contraire qui s'est passé, cela n'a fait que renforcer la résistance chez les grands et surtout les moins âgés.

Concernant les armes employées par les Israéliens, **L'INTERNATIONAL ACTION CENTER (IAC) de Ramsey Clark aux Etats-Unis, demande une enquête internationale sur les armes utilisées par Israël** comme les gaz asphyxiants de type C.S ainsi que les balles Dum Dum interdites internationalement. L'IAC demande aussi une enquête sur l'utilisation par Israël de munitions à l'uranium appauvri. L'IAC précise qu'étant donné qu'Israël possède la bombe atomique (grâce à l'aide de la France dans les années 1950) et maîtrise les technologies nucléaires, il est probable qu'elle utilise ces matières qui ne tuent pas seulement des hommes mais détruisent et polluent aussi l'environnement, comme ce fut le cas en Yougoslavie et surtout en Irak. L'IAC témoigne aussi des bombardements de quartiers à forte densité de populations, ce qui constitue un crime de guerre...

SITUATION SANITAIRE

Depuis le début de l'Intifada, on compte près de 400 morts et plus de 12 000 blessés, dont le tiers

handicapés à vie. Les statistiques montrent que les tirs à balles réelles ou à balles en caoutchouc sont responsables de 92% des décès. La localisation des blessures montre clairement la volonté évidente de tuer : 48% des victimes ont été touchées à la tête et 50,4% l'ont été au thorax et à l'abdomen. Soulignons également que parmi les victimes on compte au moins un infirmier, 38 blessés, 65 ambulances prises pour cibles dont 32 détruites. Il est certain que l'emploi des bombardements, des tireurs d'élites, ainsi que les munitions de types Dum Dum, des gaz asphyxiants, des balles explosives, des balles en caoutchouc enrobées d'une fine couche de plastique montre à l'évidence qu'il y a une volonté de tuer et de blesser pour handicaper durement toute une population à vie. De plus, le manque de moyens des hôpitaux palestiniens augmente ces possibilités de handicaps.

SHARON, LE CRIMINEL DE GUERRE

SHARON, l'homme de l'unité 101 qui ordonna le 14 octobre 1953 la prise du village de Qibiya près de la frontière jordanienne et le massacre de 69 personnes (en majorité des femmes, des enfants des vieillards). Quelques mois après le massacre, il est promu lieutenant-colonel, Ben Gourion était alors Premier ministre d'Israël. Au début des années 1970, il est responsable de la répression des populations civiles dans la bande de Gaza. En 1982, il est ministre de la défense de l'Etat quand il conduit l'invasion du Liban. L'objectif est non seulement l'éviction de l'OLP de son quartier général de Beyrouth, mais aussi de figer les esprits dans la terreur. Le siège de Beyrouth pendant l'été 1982 lui en donna l'occasion. Pendant trois années, Beyrouth-Ouest fut pilonné par l'aviation, l'artillerie lourde, l'artillerie de marine et les chars israéliens et phalangistes (milices chrétiennes libanaises affiliées aux israéliens). Les bombes et les obus de marine étaient soit à fragmentation soit au phosphore, armes interdites par la convention de Genève, qui provoquent des blessures atroces. Les militaires, enterrés dans les tranchées, ont peu souffert de ces bombardements, par contre la population civile a été massacrée. Elle était composée majoritairement de familles libanaises de faibles ressources économiques et de palestiniens réfugiés dans les camps de Sabra, Chatila et Borj el Barajneh. Ce dernier camp, situé au sud, proche du front, a d'ailleurs été

situé au sud, proche du front, a d'ailleurs été totalement rasé. Après trois mois de siège, un accord est trouvé et les combattants palestiniens et leurs alliés libanais se retirent sous la protection d'une force d'intervention française.

L'armée israélienne entre alors dans Beyrouth, ville ouverte. C'est alors que Sharon fournit véhicules et armement aux phalangistes qui entrent dans les camps de Sabra et Chatila et massacrent pendant trois jours et trois nuits, du 14 au 17 septembre 1982, les civils palestiniens et libanais sans défense. La nuit, les fusées éclairantes lancées par les unités israéliennes permettaient aux miliciens de bien " faire leur travail ".

On dénombrera près de 3000 morts massacrés à la hache, au couteau etc Le chiffre n'est pas exactement connu car les bulldozers fournis par l'armée israélienne ont enseveli une partie des corps dans des fosses communes... Une commission d'enquête gouvernementale israélienne établira plus tard la responsabilité de Sharon dans ces massacres, et le ministère de la Défense lui sera désormais interdit. Mais pas le poste de Premier Ministre !

Sans aucun doute, Ariel SHARON est le fer de lance de la politique sioniste-colonialiste de l'Etat d'Israël. **En portant au pouvoir un criminel contre l'humanité, quelles valeurs peut donc porter Israël au monde ?**

A l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la Journée de la Terre Rassemblement pour l'indépendance et la justice en Palestine

Le 30 mars 1976, les Palestiniens vivant en Israël manifestent contre la politique israélienne de confiscation de leurs terres ; la répression israélienne fait six morts, des centaines de blessés et d'arrestations.

Lors de ces manifestations, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ont exprimé leur solidarité avec leurs frères en Israël et leur refus de cette politique dont ils sont eux-mêmes victimes depuis l'occupation en 1967. De 1967 à nos jours, le parti Travailleiste ou le Likoud, tous ont érigé des colonies de peuplement en Cisjordanie, à Gaza, dans Jérusalem et ses alentours. Ce processus de colonisation qui était déjà à l'origine de la première Intifada (de 1987 à 1993) s'est accéléré avec le processus d'Oslo et a entraîné le déclenchement de l'actuelle Intifada.

Le 29 septembre 2000, la visite d'Ariel Sharon, criminel de guerre, sur l'Esplanade des Mosquées est l'étincelle qui déclenche la seconde Intifada. Ce soulèvement est le résultat de l'accumulation de l'humiliation et de la répression au quotidien pratiquée à l'encontre du peuple palestinien.

Aujourd'hui, le même Sharon a été élu à la tête d'un gouvernement d'Union Nationale qui rassemble la droite et la gauche israélienne dans un même camp. Ils pratiquent ensemble la même répression contre la révolte légitime du peuple palestinien.

Ainsi, au cinquième mois de l'Intifada Al-Aqsa, la répression continue de s'abattre sur les civils palestiniens. On compte désormais plus de 400 morts, 10.000 blessés et 1500 invalides à vie. Les territoires palestiniens sont toujours soumis à une situation de bouclage totale. Le manque de nourriture, d'eau potable et de médicaments est criant. La situation sanitaire se dégrade de jour en jour. Les travailleurs palestiniens sont acculés au chômage.

Les Palestiniens subissent outre les couvre feux à répétition, un état de siège permanent, en plus du bouclage des territoires. Dans le même temps, Israël construit des nouvelles routes réservées aux seuls colons israéliens. Les villages palestiniens sont de plus en plus isolés.

La traduction effective du projet sioniste est l'appropriation de la terre, et céder la moindre parcelle de terrain constituerait une menace pour le projet tout entier ; d'où le refus des gouvernements de démanteler les colonies.

(Suite du tract en page 8)

(Suite... Municipales...)

déporté sur les listes « 100% à gauche », dénonçant ainsi la ligne Robert Hue de liquidation du PCF.

Le résultat du 2^{ème} tour confirme l'effondrement du PCF, et ce que nous disions de la ligne Robert Hue depuis quelques années dans les colonnes de RAG se trouve confirmé de manière éclatante. **Il n'y a pas de place dans ce pays pour deux social-démocraties.** On ne peut à la fois défendre les salariés sur le terrain et participer à un gouvernement qui privatise à tour de bras, qui liquide les services publics au nom de l'Europe... La voie est ouverte pour une radicalisation dans le mouvement communiste. Il faudra observer de près ce qui va se passer dans son organisation et son rayonnement.

Quant au bon score obtenu par les Verts, il n'est naturellement pas le produit de l'orientation anticapitaliste de cette organisation, assertion qui prêterait à sourire, mais il est l'expression qu'une partie de la gauche naturelle du pays, cherche une expression en dehors du PS.

Le premier enseignement que nous tirons de ces élections, c'est que le contrat politique de la gauche plurielle est en train d'éclater, cela ne marche plus. Ceci dit, nous ne doutons pas un seul instant que Jospin a d'ores et déjà engagé la bataille pour rassembler à nouveau les éléments du puzzle. **Au moins formellement le PS va mettre la barre à gauche, pour empêcher que se rassemble une opposition et qu'elle trouve enfin son expression en dehors de la social-démocratie.** RAG s'est constitué au moment où s'exprimait une opposition contre Maastricht et la guerre du Golfe. La constitution de la gauche plurielle a marginalisé de type de regroupement. Le tournant des municipales nous replace à nouveau au cœur des contradictions de la période, et en position d'y jouer un rôle.

Il faut une nouvelle représentation pour la gauche radicale. Nous ne sortirons pas de la spirale infernale de la période, sans la matérialisation de cette nécessité. C'est y compris ce qui ressort des urnes.

POUR LE PCF : BILAN COMPTABLE = BILAN POLITIQUE = GLOBALEMENT NÉGATIF

Par Amaury Couderc

Le mécontentement profond qui existe, non seulement dans les couches populaires les plus défavorisées mais aussi dans d'autres couches de la population touchées de plein fouet par les décisions gouvernementales de la gauche plurielle, (infirmières, agriculteurs, enseignants, fonctionnaires des grands services publics privatisés, etc.) s'est traduit par un renforcement du vote pour l'extrême gauche : LO, LCR, PT, mais aussi par une abstention massive, en particulier dans les quartiers populaires. Jamais un scrutin municipal n'a été à ce point boudé par les citoyens...

Le Parti Communiste impliqué totalement dans la gestion libérale de Jospin au travers de ses ministres, se retrouve dans l'incapacité de capter ce mécontentement et de remplir le rôle qui lui était dévolu : assurer la gauche de Jospin.

LO et la LCR progressent en partie sur les décombres du PC. Dans la plupart des grandes villes communistes de banlieue, LO et la LCR, malgré leur division obtiennent ensemble 10% voire 12% des voix. Ces voix viennent directement des quartiers populaires donc de l'électorat du PC. L'extrême gauche rassemblée pèse aujourd'hui électoralement plus lourd que le PC, on assiste à une véritable implosion de cette organisation qui n'a plus aucune marge de manœuvre, sauf à quitter le gouvernement et à se désolidariser de cette gestion libérale, **gestion qui n'a plus rien à voir avec la défense des salariés.**

Il y a aujourd'hui une fracture entre le gouvernement PS soutenu par le PC et les Verts et une grande partie de l'électorat populaire.

Dans notre département à Grigny, il est significatif que la liste communiste menée par notre camarade Vasquez, à la fois opposée à la droite et l'extrême droite, mais aussi au PS (liste soutenue par J.Dray député socialiste de la circonscription) obtienne plus de 48% des suffrages au premier tour et que dans le même temps à Corbeil, (dans une ville majoritairement communiste depuis des décennies et dotée d'un

maire qui a cumulé les erreurs pendant 6 ans) une liste de la gauche plurielle menée par une tête de liste qui n'osait même pas s'affirmer comme communiste n'obtienne même pas 20% des suffrages...

Nos camarades militants du PC et la direction de cette fédération devraient pour le moins s'interroger sur la signification d'un tel désaveu qui montre bien ce que veulent les "gens"...

Et si l'exemple de Corbeil ne suffit pas, on peut citer celui du canton de Villebon où la représentante du PC, par ailleurs Conseillère régionale, fait moins de 4% alors que notre camarade de "Rassembler à Gauche" Gérard Grandamme obtient plus de 10% des suffrages dans le même canton... sans parler de notre camarade Jacques Adrien, directeur de rédaction de "Rassembler à Gauche" élu au deuxième tour à Pussay dans le deuxième circonscription. Bravo Jacques...

Oui, le bilan du PS et du PC est un bilan calamiteux. Le PC ne comprend plus le monde dans lequel il vit, arc-bouté sur les mauvais choix de sa direction dans la seule perspective de sauver ses "places fortes" il ne comprend même plus pourquoi il est en train de les perdre. A ce sujet, leur excellent camarade du PS F. Lamy, fraîchement élu, le leur a pourtant expliqué dans le supplément au n° 50 du Poing et la Rose de l'Essonne (Tribune libre) :

« Il est clair maintenant que la survie du PC dépend largement des communes qu'il dirige grâce aux accords que nous avons passé avec lui...

Reste l'électorat du PC il existe tout particulièrement lors de scrutins locaux... Il est de notre responsabilité de ne pas le laisser s'égarer.

Si nous nous engageons à respecter les alliances contractées devant les populations de nos communes jusqu'aux prochaines échéances il doit clairement être annoncé que l'union avec le PC est définitivement morte...

... et chercher des convergences avec ceux qui, écologistes, militants de la société civile, ou même centristes se reconnaissent dans la majorité... ne ratons pas ce tournant...

Francis Lamy »

Édifiant non !...

Et bien sûr, c'est avec ces hommes là que l'actuelle direction du PC a choisi de faire alliance au simple motif de sauver quelques sièges de conseillers municipaux. Robert Vizet qui a géré la ville durant plusieurs décennies

doit apprécier à sa juste valeur le choix de ces alliances !...

Le PC gérait 56 villes de plus de 20.000 habitants, il en perd un dizaine.

Voilà où, de renoncement en renoncement, le PC se trouve acculé.

Si lors des échéances à venir LO, la LCR, le PT et d'autres organisations en rupture avec le système libéral ont l'intelligence de s'unir, ils deviendront l'axe incontournable d'un autre paysage politique et ouvriront d'autres perspectives à des millions de salariés. En ce qui nous concerne, nous y sommes prêts.

(Suite du tract d'appel à la manifestation du 31 mars)

Face au refus d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU et le droit international concernant :

- L'application du droit au retour des réfugiés expulsés depuis 1948 (res. N°194),
- Le retrait de tous les territoires occupés en 1967, dont Jérusalem-Est (res. N°242 et 338),
- La création de l'Etat palestinien, indépendant et souverain avec Jérusalem est pour capitale,
- La constitution d'une force d'interposition internationale neutre pour la protection des populations civiles palestiniennes.

Nous demandons au gouvernement français et européens d'adopter des sanctions significatives à l'encontre de l'Etat d'Israël en rompant toute coopération militaire, universitaire, culturelle, technologique et économique. Et à l'Union Européenne de rompre l'accord d'association qui la lie à l'Etat d'Israël.

Rassemblement le samedi 31

mars 2001 – 15h

Place de la Nation

Abonnement au bulletin RAG

Nom : _____ Adresse N° : _____

rue : _____

Prénom : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Je verse la somme de 100frs : Autre :

A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.